



Les leçons d'Helmut Schmidt (1918-2015)

Il est certains hasards qui apparaissent à l'esprit comme des concomitances troublantes. Ils ont au moins le mérite d'aider à penser. Ainsi en va-t-il de la disparition d'Helmut Schmidt, à l'âge de 96 ans le 10 novembre 2015, trois petits jours avant les attentats terroristes qui ont ensanglanté Paris et conduit le gouvernement français à décréter l'état d'urgence. Dans la seconde partie des années 1970, Helmut Schmidt, alors chancelier fédéral, avait été confronté au défi du terrorisme d'extrême gauche qui avait déclaré la guerre au « système capitaliste impérialiste » exécuté. La guérilla urbaine, les attentats, les enlèvements et assassinats de personnalités incarnant cet objet de détestation avaient placé la jeune démocratie allemande face au dilemme de devoir limiter des libertés pour défendre l'ordre libéral démocratique. « Pas de liberté pour les ennemis de la liberté » : la célèbre formule d'Antoine de Saint-Just utilisée pour justifier la Terreur à la fin du XVIII^e siècle connut alors une actualité improbable dans la République de Bonn. Les modifications du Code pénal avec en particulier la « loi antiterroriste » du 18 août 1976¹ valurent à Helmut Schmidt d'être autant approuvé par les tenants de l'ordre, notamment dans l'opposition conservatrice, que critiqué jusque dans son propre parti par les opposants à tout

état d'exception, au nom de la défense de la liberté. Ces débats intérieurs à l'Allemagne fédérale ont été révélateurs de la culture politique du pays trente ans après le nazisme. Fallait-il approuver le recours à des moyens exceptionnels pour gérer des situations de crise ? C'est déjà ainsi qu'Helmut Schmidt s'était fait un nom lors des inondations catastrophiques de Hambourg, en 1962. L'issue heureuse de son intervention comme ministre régional de l'Intérieur avait fait passer le fait qu'en l'absence de son ministre-président il se soit arrogé le pouvoir de réquisitionner l'armée. Le 13 octobre 1977, le détournement d'un appareil de la Lufthansa vers Mogadiscio par des terroristes palestiniens réclamant la libération des prisonniers de la Fraction armée rouge Baader, Ensslin et Raspe plaça Schmidt devant la décision sans doute la plus difficile de sa longue vie. En ordonnant l'assaut de l'unité d'élite GSG-9 au péril de la vie des otages, il choisit ce que dictait l'éthique de la responsabilité selon Max Weber. C'est ce qu'il confia alors aux membres de la cellule de crise : chancelier, il devait incarner la fermeté face aux terroristes qui faisaient un hold up sur la violence légitime de l'État, mais en cas d'échec il assumerait les conséquences en démissionnant.

Le chancelier de la crise. C'est longtemps l'image qui resta de ses années au pouvoir, avant que le long automne de sa vie

* Rédigé le 22 novembre 2015

1. Il s'agit de l'ajout du § 129a au Code pénal allemand (StGB).

transforme ce patriarche au verbe sec et au penchant invétéré pour le tabac en véritable sage de la République. Au moment où les hommages unanimes le présentent comme « l'homme du siècle », on perd de vue que quand il a été mis en minorité par le Bundestag le 1^{er} octobre 1982, son bilan intérieur n'était pas très bon, sa politique économique jugée hasardeuse et son image ternie au SPD par son engagement en faveur du déploiement des euromissiles en Allemagne fédérale. Et quand, moins de dix ans plus tard, son successeur Helmut Kohl mena à bien la réunification, on crut vraiment que Schmidt était définitivement éclipsé par les deux figures appelées à rester dans l'Histoire, le chancelier de l'Ostpolitik Willy Brandt et celui de l'unité Helmut Kohl. Or, avec le recul et la sagesse qui en découle souvent, l'action de Schmidt a été réévaluée. Toutes choses égales par ailleurs, le début du XXI^e siècle est frappé par une grande actualité des défis qui marquèrent son époque : crise économique mondiale, terrorisme, menaces diverses, prolifération nucléaire.

Le parcours d'Helmut Schmidt raconte aussi beaucoup de l'Allemagne du XX^e siècle. Né en 1918 à Hambourg dans une famille de la petite classe moyenne cultivée, il reçoit de ses parents instituteurs une éducation marquée autant par la rigueur que par le goût des arts. C'est du fait de la mise au pas des associations et donc de son club de rameurs qu'il se retrouve membre des Jeunesses hitlériennes. Souvent, plus tard, il dira ne pas être né au bon moment : trop tard pour avoir pu comme Willy Brandt se forger une conscience politique avant l'arrivée des nazis et trop tôt pour échapper à trois années de service militaire juste avant que l'Allemagne se précipite dans la guerre et lui impose de porter l'uniforme pendant huit ans. Il évoquera la schizophrénie de combattre avec discipline le jour et espérer la nuit que le régime criminel s'écroule vite. Libéré de captivité où il a découvert la social-démocratie, ses études d'économie le font rencontrer le professeur Karl Schiller, futur ministre fédéral SPD de l'Économie entre 1966 et 1972 auquel d'ailleurs lui-

même succédera comme « superministre » de l'Économie et des Finances. Député au Bundestag en 1953 puis ministre de l'Intérieur à Hambourg en 1962, Schmidt porte les valeurs du virage réformiste de Godesberg. Réélu au Bundestag en 1965, il devient expert pour les questions de défense, un domaine avec lequel le SPD entretient une relation complexe. Pendant la Grande coalition il dirige le groupe parlementaire social-démocrate avec le pragmatisme indispensable pour coopérer avec son homologue Rainer Barzel du groupe CDU/CSU. D'ailleurs beaucoup de chrétiens-démocrates répètent que ce talentueux Schmidt n'a pas choisi le bon parti. Ce n'est pas juste si l'on considère ses convictions ; mais il n'est pas faux que Schmidt a maintes fois irrité les camarades du SPD, en particulier la gauche du parti et les Jusos. Avec ses formules acérées restées célèbres il fustigea les idéologues « qui s'occupent de la crise de leur propre cerveau au lieu de voir les conditions économiques auxquelles on est confronté ». D'ailleurs « quand on a des visions il faut aller d'urgence chez le médecin ».

Sa préférence pour le réalisme et la lucidité a fondé son pragmatisme et lui a valu son surnom de « Macher ». Celui qui prend les problèmes à bras-le-corps et s'attache à les résoudre. Ils ne manqueront pas dans ses postes de ministre fédéral de la Défense (1969-1972), de l'Économie et des Finances (juillet-novembre 1972) puis des seules Finances (novembre 1972-1974). La République fédérale subit les effets du premier choc pétrolier lorsqu'il succède à Brandt démissionnaire et est élu chancelier le 16 mai 1974. Il faut coordonner les politiques économiques des Européens pour éviter un sauve-qui-peut national dans une récession généralisée. Élaborer des dispositifs communautaires pour protéger les monnaies de l'instabilité propice à la dépression. Profiter de l'entente inattendue avec Valéry Giscard d'Estaing pour pousser à la création du Système monétaire européen (SME). Maintenir le contact avec l'Union soviétique et l'Europe de l'Est malgré le regain de tension internationale. Et

combattre les ennemis de l'intérieur selon le précepte qu'il faut prendre le mal à la racine (*Wehret den Anfängen*). Si cette approche s'applique aux terroristes, Schmidt a été beaucoup plus réticent quant aux mesures de lutte contre l'extrémisme non violent prises sous Brandt et qui ont été dénoncées comme « interdictions professionnelles ». Au nom même de la défense des libertés qui fonde l'Allemagne démocratique et constitue une responsabilité collective. La tâche du politique est, selon ses mots au congrès du SPD de Hambourg le 24 novembre 1978, de trouver les moyens adéquats et ne pas utiliser « des canons pour tirer sur des moineaux »².

Helmut Schmidt a été le premier et jusqu'alors le seul chancelier fédéral à devoir se retirer à l'issue d'un vote de défiance constructif du Bundestag, en octobre 1982, suite à la défection du partenaire libéral de la coalition gouvernementale qui tenait depuis treize ans. Au SPD même il était contesté. Lors du congrès des 18 et 19 novembre 1983, seuls une douzaine de délégués sur 400 votèrent pour l'application de la double-décision de l'OTAN dont il avait été l'initiateur quatre ans plus tôt. Un vrai désaveu du parti - même si Schmidt eut la satisfaction de voir le déploiement des euromissiles approuvé par la nouvelle majorité chrétienne-libérale du Bundestag. Il ne quitta pas le parti mais resta en retrait. Il

ne se représenta plus aux législatives après 1987. Il se concentra sur son nouveau métier d'ancien chancelier et surtout de directeur de l'hebdomadaire libéral *Die Zeit* qu'il a exercé pendant près de trente ans sans jamais être vraiment à la retraite. Un *elder statesman* qui écrit plus d'un livre par an et qui commente ce qu'est devenu le monde. Notamment les crises qu'il avait prédites. Le temps avançant, il est devenu le patriarche le plus consulté et le fumeur le plus pardonné³. L'homme du siècle, vraiment ? Un grand monsieur sans aucun doute, convaincu que l'Allemagne ne cesserait jamais de devoir assumer la responsabilité issue du passé mais aussi qu'elle devait oser regarder le vaste monde⁴, qu'elle ne pouvait en aucun cas jouer une autre carte que l'alliance avec la France mais aussi que les Allemands devaient être fiers de ce qu'ils avaient réalisé après l'époque de la barbarie brune, que la République fédérale avait la meilleure constitution qui fût mais qu'il fallait s'appliquer à toujours penser ensemble démocratie, liberté, droit et justice. Car c'est, pour les sociaux-démocrates, « une marque de fabrique, une caractéristique des valeurs fondamentales qui nous tiennent ensemble »⁵. Le tenir ensemble, dans les nouvelles épreuves que réserve sans cesse le présent, c'est une des nombreuses leçons à retenir d'Helmut Schmidt.

– Hélène MIARD-DELACROIX –

2. Helmut Schmidt Archiv, AdSD, FES Bonn, 1/ HSA009421

3. On pourra relire l'article d'Hélène Miard-Delacroix publié dans *Allemagne d'aujourd'hui* à l'occasion des 90 ans d'Helmut Schmidt, « Helmut Schmidt, le retour en grâce du premier 'chancelier de la crise' », *Allemagne d'aujourd'hui*, n° 188, 2009, p. 26-29.

4. Interview Helmut Schmidt « Je ne comprends rien à la France même si j'ai compris Giscard », *Au Fait*, n° 1, mai 2013, p. 58-77.

5. Cité in : *Die Zeit*, 23. 9. 1977